



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3029

Texte de la question

SAUVETAGE DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Doucet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Sandrine Doucet. Monsieur le ministre des finances, le destin de l'Europe est suspendu à la conclusion d'un accord avec la Grèce avant le 30 juin prochain. Sans accord, la zone euro est menacée de plonger dans l'inconnu et dans de grandes difficultés.

Depuis de longs mois, la France, avec patience et sens des responsabilités, exerce une fonction primordiale de médiateur dans ce dossier qui menace la pérennité de la zone euro. Notre volonté est que la semaine européenne dense et cruciale qui vient de s'ouvrir se conclue par un accord global et durable sur la situation grecque.

Les négociations qui se tiennent dans différents cadres – au Conseil européen, au sein de l'Eurogroupe et avec la Commission européenne – ont d'ores et déjà permis de consolider des convergences décisives.

Le niveau d'excédent primaire à partir duquel le redressement financier doit s'opérer a notamment été abaissé et la France a fortement contribué à écarter les scénarios irréalistes que tentaient d'imposer certaines instances.

Chers collègues, notre volonté est que la Grèce demeure dans la zone euro et cette volonté, nous la partageons avec l'Allemagne et les autres États membres. Si des efforts doivent être demandés à la Grèce pour faire face à ses engagements internationaux, ils doivent être réalistes, soutenables et respectueux du cadre démocratique issu des dernières élections grecques.

Tout aux longs de ces négociations, monsieur le ministre, la France a permis et continue de permettre à la construction européenne de renouer avec la croissance, avec le volontarisme politique et avec les valeurs qui ont fait la genèse et la consolidation de notre projet européen. Le plan Juncker, le programme de rachat de la Banque centrale européenne et la baisse de l'euro montrent que les options françaises rencontrent un écho croissant. Si un optimisme raisonnable nous conduit donc à croire de nouveau qu'une issue positive aux difficultés de la Grèce peut être trouvée, notre pays, là encore, n'y est pas étranger.

Comment la France envisage-t-elle ainsi la suite des négociations ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Monsieur le président, mesdames et messieurs

les députés, madame Doucet, nous sommes résolument sur la voie d'un accord entre la Grèce et ses partenaires européens. Nous y sommes résolument parce que la France, je l'ai dit, joue son rôle depuis le premier jour. En quoi consiste son rôle ?

M. Pierre Lellouche. À suivre l'Allemagne de Mme Merkel !

M. Michel Sapin, ministre. À être un pilier, je le répète, de la construction européenne, et à l'être toujours dans le cadre d'un dialogue avec l'Allemagne. Il ne servirait à rien de vouloir créer une opposition entre l'une et l'autre pour résoudre une difficulté aussi grave que celle que présente la situation de la Grèce.

Nous tenons aussi ce rôle avec notre singularité. Cette singularité tient à ce que nous sommes un peuple qui est l'ami historique du peuple grec, qui le comprend et qui en est compris.

M. Bernard Accoyer. C'est Jospin qui l'a fait entrer dans l'euro ! C'est l'Internationale socialiste !

M. Michel Sapin, ministre. Depuis le premier jour, nous disons à la Grèce qu'elle doit respecter les règles de bon fonctionnement de l'Europe d'aujourd'hui, puisqu'elle en est un membre depuis longtemps et que sa banque est la Banque centrale européenne, qui lui permet de disposer de liquidités.

Cependant, nous le lui disons toujours dans le respect de la démocratie qui s'est exprimée et du gouvernement légitime qui formule ses propositions.

M. Alain Marty. Baratin !

M. Michel Sapin, ministre. Nous agissons en ami et, comme tout bon ami, nous disons les choses. Lorsqu'il faut conseiller, nous conseillons ; lorsqu'il faut accompagner, nous accompagnons. Lorsqu'est advenu un moment où il a fallu dire à la Grèce que ses propositions n'étaient pas suffisamment précises et qu'elles ne convenaient pas, nous l'avons fait.

Aujourd'hui, le gouvernement grec présente des propositions solides et sérieuses et nous disons à tous que c'est à partir de ces propositions que nous devons travailler pour trouver les bases d'un accord.

Un accord global et durable pour la Grèce doit naturellement contenir les mesures qui lui permettront d'équilibrer son budget, mais aussi traduire la solidarité nécessaire pour soutenir l'investissement et la croissance – cette croissance qui est le seul moyen pour la Grèce de retrouver un avenir durable ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Christian Jacob. Quel talent oratoire !

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Doucet](#)

Circonscription : Gironde (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3029

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 juin 2015](#)